

---

# COURRIER SOCIALISTE EUROPEEN

---

SERVICE DE PRESSE du Bureau de liaison des partis socialistes des pays membres des Communautés Européennes et du Groupe Socialiste de l'Assemblée Parlementaire Européenne.

— Luxembourg 19, rue Beaumont. Tél. 219.21

REPRODUCTION AUTORISEE

---

N°5 - 1962

---

Embargo : 2 avril 1962  
16 heures

---

---

DEMOCRATIE ET DESINTEGRATION  
L'ESPAGNE MEMBRE DE LA C.E.E.?  
par J.A.W. BURGER

---

Library Copy

L'auteur de cet article, J.A.W. Burger, est président du groupe parlementaire du parti du travail (socialiste) de la Deuxième Chambre des Etats Généraux des Pays-Bas.

Durant de longues années de l'après-guerre, le mot d'intégration a été dans toutes les bouches. L'intégration européenne, l'unité croissante de l'Europe, la coopération occidentale, les accords commerciaux mondiaux montrent qu'au lendemain de la guerre est né un mouvement visant à assurer au monde plus de cohésion et une organisation plus rationnelle.

Cette tendance ne saurait toutefois nous faire oublier que la démocratie est en équilibre instable entre l'autorité et la liberté, à la merci d'un travail de sape, d'une désintégration intérieure. Telle est la réflexion peu optimiste que me suggère la demande d'association de l'Espagne à la Communauté économique européenne.

En effet, la démocratie est un régime qui tend à établir le maximum de liberté pouvant être accordé à une collectivité sans que soient compromis les tâches qui lui incombent ni l'ordre qui doit y régner. La démocratie doit constamment veiller contre ce danger afin de ne pas transgresser les limites permises.

---

— Paraît tous les mois —

Abonnements: 1 an: 200 frs. lux., 6 mois: 120 frs. lux.. Banque: Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, Luxembourg, Compte No 26.356 du Courrier Socialiste Européen. - Les articles qui paraissent dans ce bulletin n'expriment pas nécessairement l'opinion des éditeurs.

Library Copy

LE VER EST DANS LE FRUIT

L'abus des droits de la liberté constitue un danger d'effritement de la démocratie.

L'abus que l'on fait par exemple de la liberté de presse est tel qu'il devient presque impossible de mener des négociations confidentielles ou d'avoir des échanges de vue tranquilles sur les affaires d'Etat importantes. Rappelons également la manière dont la publicité gonfle les nouvelles : bien des gens en arrivent à ne plus faire aucune différence entre l'information et la publicité. Enfin, citons la série de scandales que l'on stigmatise au nom du droit et de la liberté pour se rendre intéressant et être le premier à protester haut et fort contre la liberté effrénée. Ainsi en sommes-nous arrivés insensiblement à la manière française de rechercher l'homme fort. Mais il y a de justes retours en histoire qui feront apprendre à la jeunesse d'aujourd'hui qu'il faut toujours payer, même les cadeaux apparemment gratuits.

Des valeurs réelles sont menacées en permanence, à plus forte raison une valeur telle que la démocratie ; elles sont attaquées par l'abus, l'exagération, le manque de courage dans le maintien de l'autorité, l'absence de clairvoyance ou tout simplement - et c'est là le pire - par l'incompréhension totale de ce qui constitue les valeurs de la société.

Que l'on me comprenne bien : la liberté est un sentiment humain tellement naturel qu'elle surmonte les attaques intentionnelles ou occasionnelles grâce à une force instinctive. Mais on dresse involontairement l'oreille en apprenant que l'Espagne déclare sans rougir qu'elle veut s'associer à la C.E.E. en vue d'une adhésion ultérieure. L'Espagne fasciste ! Mais ce qui est le plus étonnant, c'est que la plupart des gens ignorent ou feignent d'ignorer qu'il se passe quelque chose d'anormal. C'est du moins l'impression que l'on a lorsqu'on entend d'aucuns exposer ce sujet au cours d'une émission radiophonique néerlandaise dans un esprit qu'ils croient être neutre et objectif, en toute tranquillité d'âme, comme si l'économie était uniquement une question d'argent.

"Le fascisme est un crime" : voilà un mot - un fait - qui semble être tombé dans l'oubli. Certes, les prisonniers de Franco, les parents des victimes de son régime, ne l'ont pas oublié. Même le clergé espagnol montre aujourd'hui - un peu tardivement - qu'il se rend compte que le régime franquiste est inadmissible.

Le traité de la C.E.E. parle de rassembler toutes les énergies pour la défense de la paix et de la liberté ; seuls les peuples d'Europe qui partagent cet idéal peuvent y adhérer. Franco, l'homme qui doit le pouvoir aux bombardiers d'Hitler et de Mussolini, estime qu'il partage cet idéal, alors qu'il est le maître d'un régime qui permet à des fascistes condamnés à mort tels que Degrelle de se prélasser à Madrid en compagnie de milliers de nazis de toute nationalité.

Voilà ce que j'appelle saper la démocratie ! Qui croira que les socialistes d'Europe veulent et peuvent lutter pour l'Europe aux côtés des ennemis mortels de la liberté ? Ce serait la mort de la démocratie ! Aussi ne saurait-il être question d'associer ou de faire adhérer l'Espagne dictatoriale à la C.E.E.

La première guerre mondiale fut elle aussi une lutte pour défendre la liberté contre l'autoritarisme des empereurs d'Europe. Durant des années, des millions de soldats se traînèrent dans la boue des tranchées dans des conditions indignes d'un être humain ; des millions de jeunes gens, davantage même qu'au cours de la dernière guerre, moururent à la fleur de l'âge. Et cependant, après la victoire en 1918 des forces de la liberté, Mussolini faisait dès 1921 sa marche sur Rome avec les chemises noires ; et, comme s'il fallait y voir un symbole de terreur, cette prise de pouvoir s'accompagna de l'assassinat du socialiste Matteotti. La Pologne, qui avait recouvré son indépendance en 1918, vit sa liberté s'évanouir en 1926 sous Pilsudski. En Autriche, Dolfuss s'emparaît du pouvoir avec les socialistes-démocrates de Vienne.

Le meeting de protestation qui se tint à Amsterdam le 17 février 1934 groupait de six à sept mille participants. Il n'eut d'ailleurs pas plus de succès que d'autres meetings semblables organisés après la deuxième guerre mondiale pour protester contre les procédés communistes en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Pologne. Avant la guerre, la terreur - que d'aucuns approuvaient parce qu'elle faisait respecter les horaires des trains - arriva à son comble lorsqu'Hitler prit le pouvoir en Allemagne. La liberté était anéantie en Europe. Ce fut une période sans perspectives, une période de chômage énorme.

Et ce fut précisément alors que le prolétariat espagnol fit battre des millions de coeurs plus vite en résistant pendant trois ans de 1936 à 1939 aux forces fascistes, pour ne capituler qu'au moment où tout l'Occident capitula à Munich. (Vingt ans après, quatre mille femmes espagnoles devaient présenter en vain une pétition demandant la mise en liberté de leurs maris et de leurs fils emprisonnés à cette époque). Des accords de non-intervention furent conclus, derrière lesquels se retranchèrent des pays tels que l'Angleterre pour ne fournir aucune aide au gouvernement espagnol, laissant ainsi en fait toute liberté à Hitler et à Mussolini pour appuyer le général révolutionnaire Franco. Tous ceux qui étaient assoiffés de liberté virent dans cette guerre civile leur dernière chance. De tous côtés, d'Amérique et d'Europe, les volontaires affluaient pour lutter contre Franco. Le gouvernement néerlandais d'avant-guerre prit des mesures contre tous ceux qui partaient pour l'Espagne au secours du dernier bastion de la liberté. Même durant la deuxième guerre mondiale, lorsque le cabinet néerlandais était en exil, un Néerlandais ayant lutté en Espagne inspirait difficilement confiance et avait de la peine à être engagé dans la lutte pour la liberté. Comme devaient le faire par

la suite les Anglais, les Espagnols luttèrent seuls pendant des années pour sauver les chances de la liberté en Europe. Ils le firent au prix de la vie de centaines de milliers de combattants.

L'Espagne ne ressemble pas au Portugal, ni à aucun autre pays de régime dictatorial, car pendant des années, la République espagnole fut le symbole de ceux qui sacrifiaient tout dans la lutte contre le fascisme partout triomphant. Le dictateur ne put gagner que par la faute de l'Occident. L'oppression et la haine continuent à régner sous son joug, bien que les touristes qui vont y passer leurs vacances ne s'en aperçoivent pas.

Et c'est Franco, ce dictateur aux mains tachées de sang, au pouvoir de violence, le troisième tyran fasciste d'Europe qui vient aujourd'hui demander à être associé à l'idéal de paix et de liberté des pays d'Europe occidentale.

Rien ne saurait mieux prouver que nous vivons non seulement à une époque d'intégration croissante, mais aussi à une époque de désintégration des valeurs morales, et notamment de la démocratie, que la participation sous quelque forme que ce soit de l'Espagne franquiste à la Communauté économique européenne.

Mais nous n'en sommes pas encore là, bien que je sache que tout comme pendant l'entre-deux-guerres, ce seront encore les socialistes qui devront être aujourd'hui les protagonistes de la lutte pour la liberté.

---

LES EDITEURS SERAIENT HEUREUX DE RECEVOIR UN EXEMPLAIRE DES  
JOURNAUX QUI AURAIENT PUBLIES DES ARTICLES DU COURRIER  
SOCIALISTE EUROPEEN

---

